

<http://divergences.be/spip.php?article3834>



# Opération Ordre et Nettoyage

- Aujourd'hui - Octobre 2024 -

Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2024

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

### ORIGINE +972

Le plan de liquidation du nord de la bande de Gaza prend de l'ampleur. Alors que ministres, généraux et universitaires israéliens préparent une nouvelle phase décisive de la guerre, voici à quoi ressemblerait l'opération "Affamer et exterminer". Septembre 17, 2024

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L167xH205/rappoport-7536f.webp>

#### **Meron Rapoport**

La date est octobre, novembre ou décembre 2024, ou peut-être début 2025. L'armée israélienne vient de lancer une nouvelle opération dans tout le nord de la bande de Gaza, que nous appellerons "Opération Ordre et Nettoyage". L'armée a ordonné l'évacuation temporaire de tous les résidents palestiniens au nord du corridor de Netzarim "pour leur sécurité personnelle", expliquant que "les FDI (Tsahal) devraient prendre des mesures importantes dans la ville de Gaza dans les jours à venir et veulent éviter de blesser des civils"

L'ordre est similaire à celui que l'armée a donné le 13 octobre 2023 à plus d'un million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et ses environs à l'époque. Mais il est clair pour tout le monde que cette fois-ci, Israël prépare quelque chose de tout à fait différent.

Si le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Yoav Gallant restent très discrets sur les objectifs réels de l'opération, le ministre des Finances Bezalel Smotrich et le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, ainsi que d'autres ministres d'extrême droite, les affichent ouvertement. Ils citent ainsi un programme que le "Forum des commandants et combattants de réserve" dirigé par le général de division (réserviste) Giora Eiland, a proposé il y a quelques semaines à peine : ordonner à tous les habitants du nord de Gaza de partir dans un délai d'une semaine, avant d'imposer un siège total à la zone, y compris la fermeture de toutes les sources d'approvisionnement en eau, en nourriture et en carburant, jusqu'à ce que ceux qui restent se rendent ou meurent d'inanition.

Ces derniers mois, d'autres Israéliens éminents ont également appelé l'armée à procéder à une extermination massive dans le nord de la bande de Gaza. Uzi Rabi, chercheur à l'université de Tel-Aviv, a déclaré lors d'une interview à la radio le 15 septembre : "Retirez toute la population civile du nord, et quiconque y restera sera légalement condamné comme terroriste et soumis à un processus de famine ou d'extermination". En août, selon un rapport de Ynet, des ministres du gouvernement avaient déjà commencé à faire pression sur M. Netanyahu pour qu'il "nettoie" le nord de la bande de Gaza de ses habitants.

Une autre proposition a été rédigée en juillet par plusieurs universitaires israéliens, intitulée "*D'un régime meurtrier à une société modérée : La transformation et la reconstruction de Gaza après le Hamas*". Selon ce plan, qui a été soumis aux décideurs israéliens, la "défaite totale" du Hamas est une condition préalable au lancement d'un processus de "déradicalisation" des Palestiniens de Gaza. Il est important que l'opinion publique palestinienne perçoive largement la défaite du Hamas", affirment les auteurs du plan, qui ajoutent : "Les premiers secours peuvent commencer dès le début de l'année : "Les premiers soins peuvent commencer dans les zones purgées du Hamas. L'un des auteurs de la proposition, le Dr Harel Chorev, chercheur principal au Moshe Dayan Center, où travaille également Rabi, a exprimé son soutien total au plan d'Eiland.

Mais revenons à notre scénario : l'opération "Ordre et nettoyage" démarre et, malgré les ordres d'évacuation de l'armée, quelque 300 000 Palestiniens restent parmi les ruines de la ville de Gaza et de ses environs, refusant de partir. Peut-être restent-ils parce qu'ils ont vu ce qui est arrivé à leurs voisins qui sont partis au début de la guerre,

croyant qu'il s'agissait d'une évacuation temporaire, et qui, aujourd'hui encore, errent dans les rues du sud de la bande de Gaza sans aucun endroit sûr où s'abriter. Peut-être parce qu'ils craignent le Hamas, qui appelle les habitants à refuser les ordres d'évacuation d'Israël. Quoi qu'il en soit, l'armée impose en une semaine un blocus complet à tous ceux qui restent dans le nord de la bande de Gaza. Les combattants du Hamas - le document Eiland estime qu'il en reste 5 000 dans le nord, mais personne ne connaît vraiment leur nombre réel - refusent de se rendre. Sur les chaînes de télévision internationales et les réseaux sociaux, les habitants du monde entier assistent à la famine généralisée qui frappe la ville de Gaza. "Nous préférerions mourir plutôt que de partir", disent les habitants aux journalistes.

À la télévision israélienne, les commentateurs ne sont pas convaincus qu'une telle action sera décisive pour gagner la guerre. Mais ils s'accordent à dire qu'une "campagne de famine et d'extermination" est préférable à l'immobilisme de l'armée à Gaza. Certaines voix dans les studios mettent en garde contre les dommages potentiels pour les relations publiques d'Israël, mais le plan obtient néanmoins le soutien de la majorité de l'opinion publique israélo-juive. Les citoyens palestiniens d'Israël, qui intensifient leurs protestations contre le génocide, sont arrêtés pour avoir même publié des articles sur le sujet en ligne, et la police réprime par la force les manifestations de la gauche radicale.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken exprime son inquiétude, affirme que Washington est attaché à l'intégrité territoriale de Gaza et à la solution des deux États, et prévient que cette dernière campagne pourrait saboter les négociations en vue d'un accord sur les otages - mais Netanyahu reste impassible. Sous la pression de la droite, qui voit dans l'expulsion des habitants de la ville de Gaza l'occasion de raser complètement la région et de construire des colonies sur les ruines, l'armée entame la phase d'"extermination" décrite par Rabi. Depuis que l'armée a affirmé que les civils pouvaient quitter le nord de Gaza - bien que les soldats tirent au hasard et tuent les civils palestiniens qui tentent d'évacuer - elle traite toute personne qui reste dans la ville comme un terroriste. Cette stratégie correspond à ce que le lieutenant-colonel A., commandant de l'escadron de drones de l'armée de l'air israélienne, a déclaré à Ynet en août à propos de l'opération de sauvetage des otages du camp de Nuseirat : "Quiconque ne s'est pas enfui, même s'il n'était pas armé, en ce qui nous concerne, était un terroriste. Tous ceux que nous avons tués auraient dû l'être".

La ville de Gaza est complètement détruite, et parmi les ruines se trouvent les corps de milliers, voire de dizaines de milliers de Palestiniens. Personne n'en connaît le nombre exact, car la région reste une "zone militaire fermée". L'opération "Ordre et nettoyage" est couronnée de succès. L'armée, comme le propose le plan Eiland, se prépare à reproduire des opérations similaires à Khan Younis et à Deir al-Balah. En coordination avec les commandants sur le terrain, apparemment sans l'approbation de l'état-major général, le mouvement revitalisé de réinstallation de Gaza - qui attend dans les coulisses depuis des mois - commence à établir les premières nouvelles communautés dans les zones qui ont été "purgées" des Palestiniens.

### **Un scénario probable mais pas inévitable.**

Il n'est pas certain que ce scénario se concrétise. Il peut être contrecarré à différents moments : l'armée pourrait faire savoir qu'elle n'est pas intéressée par l'occupation totale de la bande de Gaza, ni par le rétablissement d'un gouvernement militaire dans cette région.

L'armée est consciente qu'une telle opération à grande échelle pourrait conduire à l'exécution des otages restants, comme cela s'est produit à Rafah, et elle ne veut pas être responsable de leur assassinat. Elle craint également qu'une opération de cette ampleur à Gaza ne déclenche une réponse plus forte du Hezbollah, et donc une guerre intense sur deux fronts, voire plus. Malgré toute l'indulgence dont l'administration américaine a fait preuve à l'égard des actions génocidaires d'Israël à Gaza - affamer et anéantir des dizaines de milliers de Palestiniens - la prochaine étape pourrait être trop difficile, même pour le président Joe Biden, qui se dit "sioniste", et pour la candidate à

l'élection présidentielle Kamala Harris, qui parle de "souffrances palestiniennes". Il pourrait bien s'agir de l'action qui obligera la Cour internationale de justice (CIJ) à déclarer qu'Israël commet un génocide et qui incitera la Cour pénale internationale (CPI) à délivrer des mandats d'arrêt, et pas seulement à l'encontre de Netanyahu et de Gallant.

Les pays européens, qui ont jusqu'à présent hésité à sanctionner Israël, pourraient s'engager à fond. Netanyahu pourrait conclure que le prix international d'une telle opération sera trop élevé, au mépris des désirs de ses alliés de droite.

La société israélienne pourrait également faire obstacle à la mise en œuvre du plan. Comme l'ont montré les manifestations massives de ces dernières semaines, une grande partie de la population juive israélienne a perdu confiance dans les promesses du gouvernement de "victoire totale" à Gaza ou dans l'idée que "seule la pression militaire permettra de libérer les otages". Emmenés par les familles des otages - qui se sont radicalisées depuis l'exécution récente par le Hamas des six otages dans un tunnel à Rafah - des centaines de milliers d'Israéliens semblent vouloir non seulement voir les otages rentrer chez eux, mais aussi mettre la guerre derrière eux. Le plan Rabi-Eiland, qui prolongera certainement la guerre à Gaza et condamnera probablement le retour des otages restants, pourrait être rejeté par des centaines de milliers de manifestants, précisément pour ces raisons

Mais il faut aussi admettre que le scénario que j'ai esquissé ci-dessus n'est pas farfelu. Depuis le 7 octobre, la société israélienne a connu un processus accéléré de déshumanisation à l'égard des Palestiniens et on voit mal l'armée refuser en masse de mener une telle campagne d'extermination, surtout si elle est présentée par étapes : d'abord l'expulsion de la plupart des résidents, puis l'imposition d'un siège et seulement ensuite l'élimination de ceux qui restent.

Il ne s'agit pas simplement de se venger des atrocités commises par le Hamas le 7 octobre. Dans la logique déformée qui régit la politique israélienne à l'égard des Palestiniens, le seul moyen de restaurer la "dissuasion" après l'humiliation militaire du 7 octobre est d'écraser complètement le collectif palestinien, y compris ses villes et ses institutions. Pour certains, il pourrait être facile de faire passer les propositions israéliennes visant à "finir le travail" dans le nord de Gaza pour des bombes génocidaires, peu susceptibles d'être mises en œuvre. Mais elles ont été conçues par Eiland, Rabi et d'autres personnes influentes, et pas seulement par les membres du cercle "messianique" de Ben Gvir et Smotrich. Et indépendamment de ce qui se passera dans les mois à venir, le fait même que des propositions ouvertes visant à affamer et à exterminer des centaines de milliers de personnes fassent l'objet d'un débat montre précisément où en est la société israélienne aujourd'hui.

***Note : cet article a été édité afin de préciser que la proposition universitaire mentionnée ci-dessus - intitulée "D'un régime meurtrier à une société modérée : la transformation et la réhabilitation de Gaza après le Hamas" - n'approuve pas la famine ou l'extermination, bien que l'un de ses auteurs ait exprimé son soutien au plan Rabi-Eiland et ait même établi un lien entre les deux propositions***